

Présidence de l'UMP : interview avec Philippe Herlin, le candidat surprise qui se rêve en Ronald Reagan français

La course à la présidence de l'UMP est lancée. Après François Fillon et Nathalie Kosciusko-Morizet, et en attendant Jean-François Copé, un invité surprise se présente à la tête du parti : l'économiste Philippe Herlin.

Avec Philippe Herlin

Atlantico : Vous êtes l'invité surprise de la course à la présidence de l'UMP. Pourquoi vous présentez-vous à la tête du parti ?

Philippe Herlin : Pour défendre des idées vraiment libérales qui ne sont plus défendues aujourd'hui à l'UMP. Une grande partie des problèmes de la France vient du fait que l'Etat gère trop de choses et étouffe notre économie. Par ailleurs, je suis plus conservateur sur les questions de société que les autres candidats de l'UMP.

Par exemple, je suis absolument opposé à la loi SRU qui oblige les communes à construire 20% de logements sociaux. Pour moi, il s'agit d'une nationalisation progressive du marché du logement. Ce n'est pas une solution : cela ne fait que provoquer de la pénurie. Si on manque de logements en France, ce n'est pas parce qu'on ne construit pas assez de logements sociaux : le principal problème vient des charges qui pèsent sur les investisseurs privés et les propriétaires.

A l'époque où la gauche a fait voter cette mesure, la droite était contre. Pourtant, nous n'avons jamais osé revenir sur cette décision. La gauche, de son côté, ne se gêne pas, comme on peut le voir aujourd'hui avec la fin de la défiscalisation sur les heures supplémentaires ou la suppression de la TVA sociale. Il ne faut pas avoir peur d'affirmer nos valeurs.

Est-ce une candidature de témoignage ? N'y a-t-il pas déjà trop de candidats ?

Qui ne tente rien n'a rien. La barre des 8 000 parrainages nécessaires pour pouvoir se présenter sera très difficile à atteindre. D'autant plus qu'il faudra récupérer les signatures en plein été. Le délai est extrêmement court. Certains candidats bien plus médiatiques que moi, comme Xavier Bertrand et Nathalie Kosciusko-Morizet, pourraient aussi avoir des difficultés. Il y a une volonté de cadenasser le parti qui risque d'empêcher le débat d'avoir lieu. **J'espère que la sensibilité "libéral conservatrice" sera représentée.**

Quelles sont vos principales propositions ?

Mon positionnement idéologique, libéral conservateur, me différencie clairement des autres candidats.

Par ailleurs, pour moi, **la questions des alliances avec le FN n'est pas taboue.** Je suis opposé à tout accord de gouvernement, car nous avons des différences programmatique trop importantes, notamment sur le plan économique. **En revanche, je suis très clairement favorable à des accords au niveau local. La direction nationale ne doit pas imposer sa loi aux élus locaux.**

Au-delà des questions économiques, les valeurs de l'UMP sont-elles compatibles avec le Front national ?

Le FN est favorable au retour au Franc tandis que nous y sommes opposés. Au niveau local, les problèmes sont beaucoup plus concrets et il est possible de trouver de vrais points d'accord.

L'argument des valeurs morales est un argument qui pouvait être pertinent sous Jean-Marie Le Pen, mais pas sous Marine Le Pen. Si l'UMP continue de reprendre le discours de la gauche sur cette question, la droite est sûre d'aller tout droit à l'échec. Si nous sommes divisés sur ce sujet, le FN continuera de progresser et la gauche restera au pouvoir pendant les vingt prochaines années. La droite ne doit pas être coupée en deux. **Les électeurs du FN doivent pouvoir se reporter sur les candidats de l'UMP au second tour.**

Vous reprenez à votre compte le slogan de Ronald Reagan : « L'Etat n'est pas la solution, c'est le problème » et vous dénoncez la culture étatiste qui règne à l'UMP. Pourtant avec la crise, l'économie semble déjà prendre le pas sur le pouvoir politique...

Le terme "libéralisme" a été dévoyé. Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon accusent Nicolas Sarkozy d'"ultra-libéralisme". Si Nicolas Sarkozy était "ultra-libéral", ce serait formidable ! Mais ce n'est pas le cas. Il y a une culture française d'étatisme.

Tout le discours sur la crise financière qui consiste à accuser le libéralisme et la finance est une imposture **La crise**

s'explique par l'intervention de l'Etat, notamment l'intervention des banques centrales qui contrôlent les taux d'intérêt et font marcher la planche à billet. C'est aussi la volonté politique de favoriser la propriété privée qui a provoqué la bulle de crédit dans l'immobilier et la crise des subprimes.

Propos recueillis par Alexandre Devecchio